



COMBATTRE LA PAUVRETÉ
UNE OBLIGATION
NON UN GESTE CHARITABLE

10
DÉCEMBRE



FICHE D'INFORMATION 3

ÉLIMINER LA PAUVRETÉ : DU PAIN, MAIS PAS SEULEMENT

Si la pauvreté est une question de pouvoir, les solutions doivent se focaliser sur l'autonomisation des populations, surtout celles qui subissent les pires discriminations et la plus grande exclusion sociale. L'histoire regorge de solutions imposées d'en haut, bien intentionnées, certes, mais vouées à l'échec, car elles ignoraient les causes réelles de la pauvreté ainsi que les exigences et les perspectives des dites populations ou leurs capacités à être les architectes de leur propre destinée. Les solutions durables dépendront souvent d'initiatives à facettes visant à une redistribution équitable des relations de pouvoir, plutôt qu'à des propositions trop hâtives ou à des subventions uniques.

Presque tous les pays peuvent s'attaquer sans tarder à la lutte contre la pauvreté dans toute sa complexité. Aucun pays ne peut abdiquer ses responsabilités sous prétexte qu'il manque de ressources. Certes, cela coûte cher de réduire la pauvreté, mais il n'est pas nécessaire de disposer des ressources importantes pour la réalisation de certains droits de l'homme, y compris un grand nombre d'obligations liées aux droits socio-économiques. La volonté politique joue un rôle au moins aussi important. Par exemple, lutter contre la discrimination permettra, dans de nombreux cas, de lever les barrières qui interdisent l'accès au marché du travail et de supprimer d'autres obstacles structurels à la jouissance des droits de l'homme. La mortalité infantile est aussi un bon exemple. La plupart des décès d'enfant sont évitables, et pourtant la mortalité infantile reste scandaleusement élevée dans de nombreux pays, faute d'avoir recours à des interventions efficaces, peu coûteuses et sans grande sophistication technique et faute aussi de s'attaquer aux causes structurelles de la pauvreté et de l'inégalité. Le PNUD estime que l'on pourrait sauver la vie de six millions d'enfants chaque année grâce à des interventions simples et bon marché. Un certain nombre de pays à bas revenus, comme le Vietnam et le Bangladesh, se sont attaqués aux racines du problème et ont enregistré des progrès impressionnants en termes de réduction de la mortalité infantile.

Tanzanie : Approche axée sur les droits de l'homme pour améliorer l'accès à l'eau

Dans le district de Kileto, en Tanzanie, WaterAid a mis en place un projet visant à améliorer l'accès à l'eau des résidents. En intégrant des principes relatifs aux droits de l'homme dans le processus programmatique – en particulier la participation, la non-discrimination, l'égalité et l'habilitation – et en les incluant explicitement dans les objectifs du programme, WaterAid est parvenu à identifier les obstacles à un accès équitable à l'eau. Cette analyse et cette approche participative ont révélé qu'à cause d'un déséquilibre au niveau du pouvoir, deux des trois principales ethnies se voyaient interdire l'accès à l'eau. Dès lors, l'association a pu collaborer avec les différentes communautés pour résoudre ce conflit inter-groupes.

Source : Overseas Development Institute

Depuis 1990, le Bangladesh enregistre les progrès les plus rapides au monde dans tous les indicateurs de base du développement humain. Les taux de mortalité infantile et post-infantile ont baissé de plus de 5 pour cent par an, le taux de fertilité a fortement augmenté, et la malnutrition chez les mères est passée de 52 pour cent en 1996 à 42 pour cent en 2002. Le taux d'inscription à l'école primaire dépasse 90 pour cent, alors qu'il n'était que de 72 pour cent en 1990, la parité des sexes est quasi totale, et la fréquentation est en hausse en secondaire. La croissance économique ne suffit pas à expliquer de telles transformations. Même si celle-ci s'est accélérée au cours des années 1990, le Bangladesh reste un pays désespérément pauvre, où la pauvreté monétaire ne baisse que très lentement, puis qu'elle n'a diminué que de dix pour cent entre 1990 et 2002.

Quatre stratégies ayant un impact direct sur un certain nombre de droits fondamentaux ont contribué aux améliorations dont le Bangladesh a bénéficié sur le plan du développement humain :

- Partenariats actifs avec la société civile : Par exemple, une organisation non gouvernementale (ONG), le Comité du Bangladesh pour le progrès rural (BRAC), a lancé des initiatives pionnières afin de recruter et former des institutrices locales, créer un matériel pédagogique adapté et encourager l'implication parentale dans la gestion des écoles.

- Transferts ciblés. Des programmes proposant un large éventail de services sociaux ont ciblé l'amélioration de la nutrition tout en créant des incitations plus larges pour le développement humain. Le programme « Alimentation pour la scolarisation » offre des rations gratuites aux ménages démunis si leurs enfants vont à l'école primaire. Les écoles participantes enregistrent un taux de fréquentation plus élevé pour les filles et des taux d'abandon moindres, ce qui prouve que les incitations peuvent avoir raison des pressions économiques et des préjugés culturels qui empêchent la scolarisation des filles.

- Projets sanitaires étendus. La couverture vaccinale contre six grandes maladies infantiles est passée de 2 pour cent au milieu des années 1980 à 52 pour cent en 2001. Les programmes de vaccination sont le résultat de partenariats avec des agences internationales et des ONG nationales.

- Cycles vertueux et intervention des femmes. Grâce à un meilleur accès à la santé et à l'éducation, ainsi qu'à de meilleures opportunités d'emploi et à l'accès au micro-crédit, les femmes ont élargi l'éventail de leurs choix et acquis plus d'autonomie. Même si les disparités persistent entre les sexes, les femmes sont devenues des moteurs du développement et elles réclament le droit de contrôler leur fertilité et d'espacer les naissances, ainsi qu'une éducation pour leurs filles et l'accès aux services.

Même s'il connaît encore de sérieux problèmes, le Bangladesh a obtenu des succès aussi remarquables en dépit de ses faibles revenus et d'un taux d'alphabétisation très bas, d'une malnutrition élevée et d'institutions faibles au départ. Ses succès montrent ce à quoi l'action publique et l'activisme citoyen peuvent parvenir.

Source : PNUD, Rapport sur le développement humain 2005